

L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable au Burkina Faso

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du programme « Sécurité, Support et Solutions le long de la Route de la Méditerranée Centrale » financé par le Royaume-Uni à travers le département du développement international (DFID) dont l'un des objectifs est d'améliorer la compréhension des gouvernements, des agences humanitaires et des organisations nationales sur les tendances migratoires afin notamment de formuler des réponses adaptées. Des études ont été menées dans six pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali et Sénégal) de 2018 à 2020 dans le cadre de ce programme.



© OIM/Alexander BEE

Cette recherche est structurée autour d'une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) qui combine:

- **Entretiens** avec des informateurs clés en contact avec les migrants de retour – 15 entretiens menés
- **Enquêtes individuelles** – 388 migrants de retour enquêtés
- **Groupes de discussions exploratoires** – 2 groupes

INTRODUCTION

Plus de 3 000 migrants ont été assistés dans leur retour par l'OIM Burkina Faso entre janvier 2017 et juillet 2020 à travers le programme d'Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration. Les rapports sur les profils sociodémographiques des communautés de retour publiés par l'OIM en 2018 ont révélé que le niveau des dettes des migrants de retour a un impact significatif sur les processus de réintégration. La présente étude a permis de:

- Dresser le profil des migrants de retour de migration qui se sont endettés;
- Comprendre par quels mécanismes les migrants de retour ont contracté des dettes, quels acteurs sont impliqués dans le processus, et à quelles étapes de leur voyage le long des routes migratoires;
- Evaluer l'impact de l'endettement sur le processus de réintégration des migrants de retour maliens dans leurs communautés d'origine.

79%

DES MIGRANTS DE RETOUR ENQUÊTÉS SE SONT ENDETTÉS

LE PROFIL DES MIGRANTS DE RETOUR ENDETTÉS

95%

SONT DES HOMMES

84%

ONT 34 ANS OU MOINS

24%

NE PERÇOIVENT PAS DE REVENU

32%

SONT CHEFS DE MÉNAGE

82%

S'ENDETTENT POUR FINANCER LEUR MIGRATION

33%

S'ENDETTENT APRES LEUR RETOUR DE MIGRATION

« On peut considérer que la **réintégration est durable** lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)migration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité. » (OIM, 2019)

L'accumulation de dettes dans le contexte de la migration est perçue comme un choix rationnel, à partir duquel le migrant espère avoir un impact positif sur sa propre situation mais aussi sur celle de sa famille et des communautés soutenant le projet de migration.

QU'EST-CE QUE LA DETTE?

Il ressort clairement des résultats de l'étude que la dette comporte une forte dimension collective. Même si elle peut être contractée par un migrant à titre individuel, les mécanismes mais aussi les bénéfices attendus y affèrent relèvent du collectif puisque les familles et les proches sont à la fois ceux qui prêtent l'argent mais qui s'attendent aussi à partager les bénéfices de la migration.

La dette est financière, mais également symbolique et morale.

À travers le projet migratoire d'un proche, tous ceux qui le soutiennent espèrent bénéficier des gains issus de la migration. Lorsque le candidat à la migration mobilise ainsi son entourage, il entre dans une relation hiérarchique d'infériorité que seul le partage des bénéfices tirés d'une migration réussie pourra rééquilibrer.

La dette des migrants se réalise principalement dans un cadre informel, principalement auprès des membres de la famille, des proches et des amis, qui sont les principaux prêteurs au Burkina Faso. Les modalités de remboursement sont flexibles, irrégulières (87% des emprunts) et changeantes en fonction du déroulement du voyage.

Le cadre informel dans lequel ces transactions prennent place rend les modalités de l'emprunt incertaines. Cependant, les notions de don-contre-don et de l'obligation de partage des bénéfices, ainsi que de dette symbolique sont utiles pour saisir les mécanismes sociaux qui entrent en jeu dans les modalités de prêts et de restitutions et de leur impact dans la réintégration durable des migrants de retour.

LE POIDS DE LA DETTE

Les dettes de migration sont le type de dettes les plus fréquentes et créent les plus hauts niveaux d'endettement. Parmi les migrants endettés, 82% ont contracté ce type de dettes pour un montant médian de 137 500 FCFA (248 USD).

L'IMPACT DE LA DETTE

L'échec du projet migratoire - et donc le manquement à l'obligation du partage -, a des conséquences sérieuses quant à la réinsertion sociale du migrant de retour (stigmatisation, sentiment de honte, rupture du lien social). Dans ces circonstances, le migrant n'est pas simplement affecté par la dette, il est défini par elle aux yeux du reste de la communauté.

- 61% des migrants de retour endettés estiment que leur dette impacte négativement leur situation économique personnelle.
- 71% des migrants de retour endettés estiment que la dette les impacte négativement sur le plan social et psychologique.
- 15% des participants ont déclaré avoir été victime de menaces, d'abus et d'actes de violence pour rembourser une dette.

L'impact psychologique et social de l'endettement sur les migrants de retour est majeur. En effet, les migrants de retour sont confrontés, en plus du sentiment d'échec, à une stigmatisation sociale importante liée à la charge symbolique de la dette. La notion de partage dans la société burkinabé est fondamentale et l'est tout autant dans le cadre de la migration. Lorsque le migrant ne peut parvenir à ce devoir de partage, du fait de l'échec de sa migration, et est dans l'incapacité de rembourser l'argent avancé, il subit une forte pression sociale qui peut aller jusqu'à la marginalisation et la rupture du lien social. Dans certains cas, plutôt que de vivre dans de telles conditions, ces personnes décident de ne pas revenir dans leur communauté d'origine ou encore de reprendre la route.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer les moyens de production dans le pays d'origine afin d'assurer la création d'activités génératrices de revenus durables et dissuader les candidats à la migration irrégulière à travers la valorisation du travail local.
- Élaborer une campagne de sensibilisation et d'information nationale sur les risques de l'endettement et du surendettement, en particulier dans le cadre des dettes initiales, et en mettant à profit l'expérience des migrants retournés.
- Élaborer et réaliser des programmes de sensibilisation sur les enjeux de l'endettement dans le cadre migratoire et sur les impacts psychosociaux de l'échec d'un projet migratoire, aussi bien pour les candidats à la migration que pour la société d'origine.
- Dans le cadre des programmes d'assistance au retour, élargir le soutien psychosocial adapté aux migrants de retour, mais aussi à la famille des migrants, de manière complémentaire au dispositif de réinsertion.
- Approfondir les recherches concernant les dettes contractées durant le parcours migratoire, notamment dans les pays de transit, et qui sont instrumentalisées au profit des acteurs de la traite humaine.
- Poursuivre les recherches au sujet de l'endettement des femmes migrantes de retour, notamment en ce qui concerne leur capacité à mobiliser les fonds avant et après le voyage.
- Il conviendrait également de faire des recherches plus approfondies dans les pays de transit où certaines femmes pourraient être soumises à la traite des personnes, à l'exploitation sexuelle ou au trafic illicite de personnes.

« J'ai été maltraité là-bas. A mon retour, j'ai fait trois mois à Ouagadougou, car j'avais peur d'arriver à Tenkodogo (mon village) sans aucune ressource. Arrivé à Tenkodogo, je ne suis même pas parti à la maison, j'ai dormi avec mon ami et le lendemain j'ai continué dans les mines à la recherche de ma vie et rembourser l'argent. »

Groupe de discussion exploratoire réalisé le 12 février 2020, Burkina Faso.

Accès au rapport complet [ici](#).

Contact au Burkina Faso: mcagnard@iom.int

Contact au Bureau Régional : djusselme@iom.int